

Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

ENSEIGNEMENT

Cours : Autobiographie et histoire (suite et fin)

Cette dernière série de cours sur le thème « autobiographie et histoire » a été pour l'essentiel consacrée à deux textes portant sur les toutes dernières années de la dynastie des Qing, à la veille de la révolution de 1911 : l'autobiographie professionnelle d'un modeste magistrat nommé Liu Duanfen 劉端芬, qui a exercé au Sichuan entre 1908 et 1911 et dont le texte, rédigé en 1914, a été publié en 1921 sous le titre *Huan Shu jilüe* 宦蜀紀略 (bref récit de ma carrière au Sichuan) ; et les souvenirs de jeunesse de l'ingénieur hydraulicien Li Yizhi 李儀祉 (1882-1938), rédigés en 1926 ou 1927 et publiés pour la première fois en 1956 sous le titre *Zigong* 自供 (Confessions). Deux témoignages qui nous en apprennent beaucoup sur les transformations politiques et sociales survenues à l'extrême fin de la période impériale dans des régions éloignées des centres vitaux du pays, le Sichuan et le Shaanxi ^a.

De l'ère des rébellions au grand basculement (1850-1911)

Les textes autobiographiques que nous avons analysés l'an passé nous conduisaient jusqu'à la veille de 1850, l'année de la mort de l'empereur Daoguang (r. 1821-1850) et, par coïncidence, celle où s'enclenchent dans le lointain Sud-Ouest les événements qui vont très vite déboucher sur la rébellion des Taiping, l'une des césures importantes de l'histoire de la Chine moderne. Les textes examinés cette année se situent au terme des cinquante ou soixante années de transformations et de drames qui se sont conclues par la chute du régime impérial. Ayant rarement eu l'occasion d'évoquer devant notre auditoire ce demi-siècle chaotique et à maints égards tellement différent des périodes antérieures, nous avons choisi de consacrer

a. Les enregistrements audio et vidéo du cours sont disponibles sur le site internet du Collège de France : <http://www.college-de-france.fr/site/pierre-etienne-will/course-2012-2013.htm> [NdÉ].

le début du cours à une récapitulation assez substantielle des développements qui séparent ce qu'on est convenu d'appeler l'ère des rébellions de la période dite des « Nouvelles politiques », autrement dit des ultimes et finalement vaines tentatives du régime mandchou pour survivre dans un environnement qu'il ne maîtrisait plus.

Pour résumer, pendant la soixantaine d'années qui se sont écoulées entre 1850 et 1911 l'empire s'est trouvé d'abord confronté à une vague de rébellions dévastatrices qui ont bien failli renverser la dynastie régnante ; il a été en conflit à plusieurs reprises avec les puissances occidentales et avec le Japon, la nouvelle puissance émergente en Asie, et ces conflits se sont soldés par une série de défaites non seulement humiliantes, mais en outre ruineuses, sanctionnées à chaque fois par de nouveaux « traités inégaux » avec lesquels les vainqueurs imposaient leurs conditions et enlevaient à la Chine un peu plus de sa souveraineté. En même temps, cet empire menacé a entrepris de s'adapter au monde extérieur, il a cherché à se protéger de ses intrusions en s'en appropriant, très prudemment d'abord, mais de façon assez radicale pendant l'ultime décennie, les techniques, les institutions et même les façons de penser ; mais trop tard, et avec trop de résistances pour empêcher l'effondrement du système politique qui se confondait avec l'entité chinoise depuis deux millénaires et plus : cet effondrement s'est produit, très rapidement et avec une surprenante facilité, dans les derniers mois de l'année 1911.

Ces événements sont familiers aux historiens, et il n'y a donc pas lieu ici de s'attarder sur les détails. Certains points méritent cependant d'être rappelés. Il y a d'abord le fait que les rébellions des années 1850 et 1860 – celle des Taiping n'a été que la plus radicale dans sa contestation de l'ordre établi et la plus dévastatrice – ont provoqué une sorte de sursaut au sein du régime sino-mandchou, plus particulièrement de l'élite socio-politique chinoise de l'empire, qui avait tout à perdre en cas d'effondrement de la dynastie. La mobilisation et le *leadership* d'un certain nombre de représentants éminents de cette élite n'ont pas seulement sauvé la dynastie des Qing, ils ont aussi favorisé l'émergence d'une remarquable génération d'hommes d'État réformateurs qui a entrepris, non sans beaucoup de circonspection, de renforcer la position internationale de la Chine en la modernisant.

Ces développements sont étroitement mêlés à la présence étrangère en Chine, tolérée dans d'étroites limites après le traité de Nankin (1842) mais plus agressive et plus envahissante à chaque nouvel incident et chaque nouveau traité. Pourtant, après quelques hésitations les puissances avaient pris résolument le parti des Qing contre les Taiping, surtout lorsque ces derniers s'étaient avisés d'attaquer Shanghai, leur principal point d'appui en Chine. Certes, elles avaient été en guerre avec les Qing en 1858 et s'étaient même emparées de Pékin en 1860, mais elles avaient besoin d'un régime stable et d'un interlocuteur identifiable, et en outre, solvable, pour pouvoir avancer leurs intérêts politiques et économiques et toucher leurs indemnités de guerre.

L'émergence des hauts fonctionnaires réformateurs à qui nous avons fait allusion a eu de profondes répercussions. Quoique le trône ait conservé jusqu'au bout son pouvoir de nomination et de révocation, on peut légitimement parler d'un processus de décentralisation allant à rebours de la construction étatique accomplie par les monarques du XVIII^e siècle. Les chefs du combat contre les rébellions sont tous devenus de puissants gouverneurs provinciaux pendant les décennies suivantes – les « vice-rois » des auteurs occidentaux de l'époque –, entourés d'équipes nombreuses d'experts et de conseillers financées par eux et entièrement à leur dévotion, tentant de mobiliser le maximum de ressources fiscales au profit de leurs arsenaux, de leurs entreprises industrielles ou de leurs armées modernisées et en position de marchander

avec le pouvoir central comme leurs prédécesseurs au XVIII^e siècle ou au début du XIX^e ne l'avaient jamais été. Conséquence des improvisations auxquelles ils avaient été contraints pour financer leur combat contre les rébellions, la structure fiscale de l'empire a changé de façon décisive : la taxation du commerce a pris progressivement le pas sur celle de l'agriculture, tout en restant fortement décentralisée, et le revenu global de l'État s'est considérablement accru pour la première fois depuis longtemps.

La sociologie de la fonction publique a également évolué, car de nombreux individus qui s'étaient distingués dans la lutte contre les rébellions ou avaient acquis des positions d'influence comme hommes d'affaires ou comme intermédiaires dans les contacts avec les étrangers ont pu entrer dans la bureaucratie par la voie vénale, considérablement développée depuis 1850 pour accroître les ressources de l'État. Nous ne croyons pas, comme beaucoup d'auteurs, dès cette époque, que l'impact de ces nouveaux venus qui n'étaient pas passés par la voie royale des examens a été négatif sur la qualité de l'administration, car s'ils n'étaient pas toujours de fins lettrés ils s'étaient formés sur le tas, souvent dans des circonstances difficiles ; et aussi bien ils n'avaient de cesse de s'approprier les valeurs et les comportements des « vrais » mandarins, dont ils ne menaçaient en aucune manière la domination symbolique.

Quoi qu'il en soit, le régime a pu jusqu'à un certain point retrouver ses marques et l'administration civile revenir à une certaine stabilité dans ses procédures, les régions dévastées par les combats ont été progressivement reconstruites et repeuplées, et tout indique une forte expansion commerciale, impulsée en partie par le commerce étranger. Cette « restauration » (*zhongxing* 中興) initiée sous le règne de l'empereur Tongzhi (1862-1874) est d'autant plus remarquable que la situation dynastique s'est très vite compliquée : comme on le sait, l'impératrice douairière Cixi 慈禧 a détenu la réalité du pouvoir au nom d'empereurs mineurs, ou plus ou moins placés sous tutelle, pendant la plus grande partie de cette période et jusqu'à sa mort en 1908.

Les entreprises de modernisation menées par les hommes d'État de la « restauration Tongzhi » correspondent à ce qu'on a appelé le « mouvement des affaires occidentales » (*yangwu yundong* 洋務運動). Elles ne sont pas allées sans réticences, disions-nous. L'objectif était de redonner richesse et puissance à l'empire en adoptant les technologies occidentales, mais il n'était pas question de toucher aux institutions ni aux modes de penser proprement chinois : l'ambition était au contraire de reconfucianiser un empire secoué par vingt ans de guerre civile. Cela étant, une bonne dose d'idées occidentales a pénétré en Chine dès cette époque, du moins dans les milieux directement concernés par la modernisation. Mais la notion que la Chine ne redeviendrait puissante qu'à condition de s'approprier non seulement les sciences et les techniques de l'Occident, mais également ses ressources institutionnelles, politiques, intellectuelles, spirituelles même, quitte à sacrifier une bonne partie de la tradition, ne s'est fait jour, et dans des cercles de plus en plus larges, qu'avec le discrédit des « affaires occidentales » et de leurs promoteurs consécutif aux défaites cuisantes subies lors de la guerre franco-chinoise (1883-1885) et, surtout, de la guerre sino-japonaise (1894-1895). (Les hostilités avaient été à chaque fois déclenchées par un conflit de suzeraineté, d'abord sur le Tonkin et ensuite sur la Corée.) Cette prise de conscience est à l'origine de l'épisode des « Nouvelles politiques » (*xinzheng* 新政), pendant la première décennie du XX^e siècle, dont il sera question plus loin.

Les réalisations du mouvement des affaires occidentales n'en ont pas moins été considérables. Aux alentours de 1900 la Chine pouvait se prévaloir d'un début d'industrialisation, elle possédait un certain nombre d'infrastructures modernes

(télégraphe, voies ferrées, marine marchande, ports...), de nouvelles institutions d'enseignement avaient commencé de voir le jour, sans parler de la quantité d'informations sur le monde extérieur qui pénétrait dans des milieux de plus en plus étendus, des débuts d'une presse moderne, de l'envoi de groupes d'étudiants à l'étranger, et de beaucoup d'autres innovations encore dont il est vrai que, dans bien des cas, elles devaient autant à l'influence des concessions étrangères de Shanghai ou de Tianjin, ou aux efforts de certains missionnaires, qu'aux grands bureaucrates qui ont patronné la première modernisation chinoise.

Il n'était pas sans conséquence que la défaite catastrophique sanctionnée par le traité de Shimonoseki en 1895 eût été infligée par une nation asiatique, le Japon, que la Chine était accoutumée à regarder de haut. Dès les années 1860 (la restauration impériale de Meiji date de 1868) le Japon avait fait les choix de modernisation non seulement industrielle et militaire, mais aussi institutionnelle et culturelle, qui semblaient désormais devoir s'imposer en Chine. La démonstration de sa puissance armée, lors de la guerre sino-japonaise et de façon plus éclatante encore, dix ans plus tard, lors de la guerre russo-japonaise ne pouvait donc qu'encourager les réformateurs chinois, au gouvernement comme dans la société civile, à étudier les nouvelles institutions japonaises et à s'en inspirer. Le modèle japonais va dans les faits dominer la modernisation chinoise pendant les quinze dernières années du système impérial : le Japon de Meiji a été un grand pourvoyeur de textes, d'experts, d'éducateurs, etc., il est également devenu le lieu de destination privilégié des étudiants chinois envoyés à l'étranger, et enfin une bonne partie des institutions occidentales introduites en Chine pendant la période des Nouvelles politiques – les nouveaux codes juridiques, la monarchie constitutionnelle, l'organisation militaire, etc. – l'ont été à travers le filtre japonais, de la même façon qu'une quantité considérable d'ouvrages en langues occidentales ont été d'abord connus en Chine par leurs traductions japonaises.

Pour certains intellectuels de l'époque Meiji, dont le plus célèbre et le plus influent est Fukuzawa Yukichi 福澤諭吉 (1835-1901), l'ambition était littéralement de « sortir de l'Asie » (*datsu A* 脫亞), autrement dit de laisser les pays voisins comme la Chine et la Corée, incapables de se défendre et de se moderniser, et de se joindre à la communauté des nations occidentales ; et pour leur part les éléments les plus expansionnistes et les plus militaristes au sein du gouvernement impérial japonais ne se sont jamais départis d'une attitude systématiquement agressive face à la Chine et à ses intérêts. Pourtant, entre 1898 et 1908 environ il y a incontestablement eu un rapprochement sino-japonais, à tout le moins une collaboration tout à fait constructive, à tel point qu'on a pu parler d'un « âge d'or » des relations sino-japonaises (cf. Douglas R. Reynolds, *China, 1898-1912 : The Xinzheng Revolution and Japan*, 1993). Les manœuvres des puissances occidentales pour contenir le Japon et se tailler des sphères d'influence en Chine encourageaient en outre un nombre croissant de Chinois comme de Japonais à mettre en exergue la communauté de culture et d'intérêts liant leurs deux pays face à l'Occident, plutôt que la rivalité entre un Japon modernisé et une Chine retardataire.

Les Cent jours

Les réformes dont tout le monde proclamait l'urgence après la défaite de 1895 ont été résolument et systématiquement engagées, encore que de façon assez brouillonne, sous l'autorité de l'empereur Guangxu, récemment libéré de la tutelle de sa mère adoptive l'impératrice Cixi, au moment du célèbre épisode des « Cent

jours » (de juin à septembre 1898) ; elles ont été en partie freinées, sans être entièrement abandonnées, après le coup d'État manigancé par Cixi qui a mis un terme à l'expérience et replacé l'empereur sous tutelle ; mais elles ont repris en grand après le désastre de l'insurrection des Boxeurs en 1900, donc pendant la période des Nouvelles politiques, entre 1901 et 1911. On a pu parler, à propos des réformes édictées pendant les Cent jours, d'un véritable changement de paradigme au sens où, pour la première fois, l'empereur invitait ses sujets à comparer leurs propres institutions et celles de l'étranger afin de décider de ce qui conviendrait le mieux à la Chine (cf. Luke S.K. Kwong, *Mosaic of the Hundred Days : Personalities, Politics, and Ideas of 1898*, 1984). L'épisode a en outre ramené l'initiative politique au centre après plusieurs décennies d'arbitrage entre les recommandations et les projets des grands chefs provinciaux. Ce qu'on a en 1898, et qu'on continuera d'avoir avec les Nouvelles politiques, c'est un plan pour la Nation décrété depuis le sommet de l'État.

Mais il faut prendre garde de schématiser : le programme des Cent jours légitimait des choix intellectuels et des revendications qui circulaient depuis un certain nombre d'années dans les cercles les plus réformateurs, et dont certaines avaient d'ailleurs reçu l'approbation de la cour. On rencontre en outre une extrême variété de sensibilités et d'options parmi les personnalités impliquées. L'une de celles qui illustrent le mieux les ambiguïtés et les hésitations caractéristiques de ces années est Zhang Zhidong 張之洞 (1847-1909), l'un des grands gouverneurs réformistes dont il a été question, et dont l'influence a été considérable jusqu'à sa mort, ardent défenseur non seulement de l'acquisition des technologies étrangères mais aussi d'un apprentissage sérieux des institutions et de ce qu'on pourrait appeler les sciences sociales de l'Occident, partisan d'une refonte complète du système d'éducation chinois, et à qui changer la forme du gouvernement ne faisait pas peur (la Chine l'avait suffisamment fait dans le passé, disait-il). Mais Zhang Zhidong était un gradualiste, il ne voyait que des risques dans l'adoption hâtive d'institutions parlementaires et démocratiques, et surtout il rejetait résolument tout ce qui pouvait compromettre l'identité chinoise, dévaloriser le confucianisme et les Classiques, les hiérarchies familiales et sociales traditionnelles, et enfin la légitimité impériale alors incarnée par les Qing.

Un autre problème à considérer est la nature exacte du « sommet de l'État ». On l'a vu, depuis 1862 jusqu'à sa mort en 1908, et avec peu d'interruptions (la courte période séparant la majorité de l'empereur Guangxu en 1889 du coup d'État de 1898 en est une), le pouvoir impérial a été exercé par l'impératrice douairière Cixi ; mais elle n'était pas seule, et l'autorité était en réalité diluée entre la régence et un groupe variable de dignitaires de la cour et d'aristocrates mandchous qui ne voyaient pas toujours les choses de la même façon. L'historien Luke Kwong n'hésite pas à parler d'un « trône de coalition », réagissant aux événements ou aux pressions plutôt qu'il ne prenait des initiatives. L'interprétation conventionnelle des événements qui ont conduit aux Cent jours et à tout ce qui a suivi oppose Cixi, la femme de pouvoir réactionnaire dans l'âme, à Guangxu, le jeune empereur idéaliste et passionné de réforme, entouré en 1898 de conseillers progressistes dévoués à sa cause – le plus célèbre étant Kang Youwei 康有為 (1858-1927), qui a en fait popularisé cette vision devenue la *doxa* à l'époque républicaine –, mais naïf et politiquement faible. Or, cette vision des choses a été soumise depuis une trentaine d'années à une critique rigoureuse, en Chine et hors de Chine, basée en bonne partie sur de nouvelles sources, faisant émerger de façon beaucoup plus claire le

rôle des différents protagonistes et soulignant en même temps les nombreux points sur lesquels on reste dans l'incertitude.

Les Nouvelles politiques

Quoi qu'il en soit, si les réformes décrétées à un rythme forcené pendant les Cent jours sont pour l'essentiel restées à l'état de projets, elles ont été largement reprises, parfois radicalisées, pendant la décennie des Nouvelles politiques initiée en 1901. La catastrophe des boxeurs était intervenue entre-temps. Il est inutile d'en retracer ici les circonstances, sinon pour rappeler que, là encore, les puissances ont choisi d'accorder un nouveau sursis à la dynastie – alors qu'elle venait d'encourager un déchaînement sans précédent de violence xénophobe et avait tenté de bouter les étrangers hors de Chine – tout en restreignant encore sa souveraineté et en la grevant d'une indemnité de réparations colossale, payable en trente-neuf annuités. Ce que voulaient les puissances, c'était un pouvoir légitime, à la fois docile, capable de maintenir l'empire en état de fonctionnement, et prêt à payer les réparations. Après la leçon qui lui avait été administrée, le régime mandchou restait la meilleure option possible, en fait la seule si l'on considère qu'il n'existait alors en Chine aucune force politique susceptible de prendre la relève.

Cixi fait promulguer le 29 janvier 1901, alors qu'elle est encore réfugiée avec sa cour à Xi'an, un édit dans lequel l'empereur Guangxu invite les hauts responsables du pays à étudier en profondeur les idées et les institutions de l'Occident afin de déterminer ce qu'il faudra en retenir pour rendre sa puissance à la Chine en lançant des réformes aussitôt que la cour sera réinstallée à Pékin. Les termes en sont étrangement semblables à ceux de l'édit qui avait inauguré les Cent jours, à ceci près qu'il n'est plus question de faire appel aux énergies de tous, du haut en bas de la société, mais bien de confier les réformes à un cercle étroit de hauts bureaucrates fidèles au trône. Il faut aussi souligner que le texte parle de ces réformes devenues indispensables comme d'une sorte de *réajustement*, comme en faisaient déjà les Anciens, est-il dit – comme si le but recherché était en fin de compte d'adapter une tradition riche de potentialités à un contenu inspiré de l'étranger, plutôt que de se lancer à corps perdu dans l'innovation. Il n'empêche que c'est à partir de là qu'a été entrepris sur les décombres du désastre des Boxeurs un train de réformes que certains n'ont pas hésité à qualifier de « révolution » – une Chine modernisant ses institutions et ses infrastructures à marches forcées et jetant d'une certaine manière les bases du régime républicain qui allait bientôt se substituer au pouvoir dynastique présidant à ces transformations.

Il serait trop long ici de donner le détail de ces innovations : la mise en place progressive de ministères fonctionnant comme ceux des pays occidentaux et du Japon, auxquels ont été confiées de nouvelles missions répondant aux nouvelles responsabilités de l'État (dans des domaines comme la fiscalité, la défense, l'éducation, la police, la diplomatie, les infrastructures et le développement économique...), l'abolition des examens mandarinaux en 1905 (qui a fait disparaître du jour au lendemain les anciens critères de qualification pour la fonction publique), la généralisation des écoles modernes supposées introduire l'Occident et ses sciences dans leur cursus, l'organisation de chambres de commerce à travers tout l'empire, l'élaboration de nouveaux codes et la mise en place d'un système judiciaire indépendant, et d'autres encore.

Certes, l'impact de toutes ces initiatives sur le terrain est difficile à évaluer. Il a beaucoup varié suivant les domaines et en fonction des régions et des localités, et nombre de projets étaient loin d'avoir abouti en 1911, alors que d'autres (comme le développement ferroviaire ou l'édification de forces armées modernes) ne faisaient que reprendre des entreprises engagées sous la première modernisation. La principale difficulté – en dehors des inévitables résistances imputables aux intérêts en place ou aux traditions menacées par le changement – était de financer l'innovation : l'État était aux abois et grevé de dettes, si bien que rien ne pouvait être entrepris sans emprunter à des consortiums bancaires étrangers qui imposaient leurs conditions, ou alors en recourant à de nouveaux impôts décidés au coup par coup et dans un cadre local. Ce dernier aspect a compté pour beaucoup dans l'opposition parfois violente rencontrée par les réformes au sein de la population. Et pourtant, comme on verra, beaucoup de choses ont commencé à réellement changer, y compris dans la vie quotidienne des Chinois.

Reste l'aspect proprement politique. Il n'avait été question en 1898 ni de renoncer à l'héritage confucéen ni de mettre en place des institutions représentatives et une constitution calquées sur l'Occident ou le Japon. Or, le régime a été contraint de s'y résoudre, avec beaucoup de répugnance, pendant les ultimes années de son existence. La date cruciale, c'est la guerre russo-japonaise (qui s'est en partie déroulée en territoire chinois). En écrasant les Russes sur terre et sur mer en 1905, le Japon s'était imposé comme l'exemple unique et admirable d'une monarchie asiatique ayant réussi à se transformer en un État puissant et redouté, traitant d'égal à égal avec les nations occidentales et débarrassé de leurs interférences sur son propre sol – exactement ce à quoi l'on aspirait en Chine depuis le milieu du XIX^e siècle. Qui plus est, si le Japon s'était montré capable de tenir la dragée haute à une puissance aussi formidable que la Russie et de s'imposer comme le pouvoir dominant en Asie orientale, aux yeux des partisans d'une ouverture vers l'Occident c'était aussi parce que le régime instauré par l'empereur Meiji avait démontré sa capacité à mobiliser la population autour du gouvernement pour accomplir de grandes choses ; et ce sentiment ne faisait que renforcer l'impression ramenée par les étudiants et les diplomates envoyés en Europe et en Amérique dès les années 1870, d'une collaboration confiante du gouvernement et des citoyens dans ces pays, d'une union de toutes les forces vives pour défendre les intérêts de la nation.

Or, telles qu'on voyait les choses en Chine, le Japon était un État constitutionnel, et il avait vaincu un État autocratique. Un puissant mouvement d'opinion s'est donc fait jour, aussi bien dans la bureaucratie que parmi le public éduqué : on considérait désormais que l'adhésion au constitutionnalisme était la seule voie concevable pour que la Chine arrive enfin à résoudre ses problèmes et acquérir indépendance et respect. Du côté du pouvoir également on a senti que le triomphe du Japon était le signe que les réformes décidées jusqu'alors n'étaient pas suffisantes et qu'il fallait trouver un moyen de se reconnecter avec le pays.

Une délégation est donc envoyée enquêter dans divers pays, dont la conclusion est que, pour des raisons de proximité culturelle, le système japonais paraît le mieux adapté à la Chine. Le principe de la préparation à un gouvernement constitutionnel est officiellement adopté dès septembre 1906, et en août 1908, après un nouveau train de réformes qui ne font que renforcer la centralisation de l'administration et l'emprise des Mandchous sur le pouvoir, sont promulgués des « Principes généraux sur la constitution » (*Xianfa dagang* 憲法大綱) en 23 articles. Ces principes sont délibérément calqués sur la constitution de Meiji : il s'agira d'une constitution

octroyée, appuyée sur un appareil législatif codifié, préservant soigneusement l'inviolabilité de la personne impériale et la pérennité de la dynastie mandchoue (assurée de « ne pas être changée pendant dix mille générations », ce à quoi aucune dynastie chinoise traditionnelle n'aurait osé prétendre), et enfin, réservant au trône toutes les décisions finales, y compris l'approbation des lois votées par le parlement.

À partir de là la pression du public va se faire de plus en plus insistante pour presser le mouvement, alors que le pouvoir prévoit au contraire une longue période de transition, l'assemblée nationale constituante ne devant être élue qu'au bout de neuf ans. Les dignitaires mandchous qui détiennent la régence depuis la mort de l'empereur Guangxu et de Cixi (les 14 et 15 novembre 1908 respectivement) acceptent très vite la convocation anticipée d'assemblées consultatives provinciales (*zìyì jù* 諮議局), élues suivant un système censitaire très restrictif, qui commencent à se réunir en octobre 1909 et auxquelles s'ajoute très vite un dispositif d'assemblées locales. Ces assemblées où dominent les notables réformateurs ne tardent pas à se faire le porte-voix de toutes les oppositions et de toutes les protestations suscitées par les décisions prises par la cour et relayées par les gouverneurs provinciaux. En fin de parcours elles se rallieront sans difficulté au républicanisme.

Liu Duanfen au Sichuan

Stagiaire à Chengdu

Il se trouve que la province du Sichuan, qui sert de cadre au *Huan Shu jilüe* (le premier texte autobiographique que nous avons analysé), était à la pointe de ces oppositions et de ces protestations, à tel point qu'au moment de la mutinerie qui a éclaté le 10 octobre 1911 à Wuchang, dans la province voisine du Hubei, et qui après coup a été officiellement considérée comme le coup d'envoi de la révolution de 1911, la plus grande partie du Sichuan se trouvait depuis plus de deux mois déjà dans une situation d'insurrection quasi générale.

À vrai dire le fragment d'autobiographie de Liu Duanfen, qui se déroule entièrement au Sichuan, n'évoque ces développements dramatiques de l'année 1911, sur lesquels nous reviendrons, que de façon allusive, par le petit bout de la lorgnette en quelque sorte. En revanche les problèmes locaux dont il parle sont typiques de la période des Nouvelles politiques et donnent à voir avec beaucoup d'immédiateté les nouveautés que celles-ci ont introduites jusque dans les endroits les plus reculés, tout comme les tensions et les conflits qu'elles ont suscités le plus souvent. (Sur l'histoire du Sichuan pendant la période des Nouvelles politiques nous nous sommes en particulier référé à l'excellent ouvrage de S.A.M. Adshead, *Province and Politics in Imperial China : Viceregal Government in Szechwan, 1898-1911*, paru en 1984, utile également sur le cadre géographique et le contexte économique de cette province vaste et pleine de contrastes, excentrée au sud-ouest et communiquant mal avec le reste du pays, mais en même temps célébrée comme une des plus prospères de l'empire.)

D'après le peu que nous savons de lui (et qui se trouve dans les préfaces de l'ouvrage), Liu Duanfen était natif de la province voisine du Guizhou, venait d'un milieu peu fortuné et avait passé l'examen provincial en 1894 à l'âge plutôt tardif de 35 ans. Sa carrière débute en 1902 dans le poste extrêmement modeste d'instructeur dans l'école confucéenne d'une sous-préfecture supérieure de sa province natale. Il se distingue dans le développement des « écoles modernes » (les

xuetang 學堂) généralisées par le régime dès le début des Nouvelles politiques et y gagne un avancement en rang qui lui vaudra finalement une nomination comme magistrat en 1906. Il est donc envoyé au Sichuan, où il commence au début de 1908 comme « stagiaire » au bureau judiciaire (*yanju* 讞局) dépendant du gouvernement provincial à Chengdu.

Là il doit s'occuper d'affaires judiciaires en appel ou en révision, dont le récit livre au passage quelques indications intéressantes sur la société locale. Comme il est bien vu de ses supérieurs, il est également chargé de certaines missions spéciales, dont l'une au moins le conduit assez loin de Chengdu pour vérifier discrètement la façon dont les fonctionnaires locaux appliquent les mesures édictées par la province dans le cadre des Nouvelles politiques, et plus généralement se renseigner sur leur comportement personnel. Simple fonctionnaire stagiaire, Liu a donc joui pendant les deux mois de sa mission, à la fin de 1908, d'une autorité considérable pour contrôler ses collègues et rectifier tout ce qui contrevenait aux nouvelles règles – et cette autorité, les fonctionnaires les plus puissants de la province la lui avaient confiée en personne. La relation qu'il donne de cette tournée, au cours de laquelle il visite une quinzaine de sous-préfectures, contient une pléthore d'informations originales, directement recueillies sur le terrain et sur toutes sortes de sujets : la réforme des prisons, l'organisation d'écoles modernes, la mise en place de chambres de commerce, la normalisation des moyens de paiement, etc., et bien sûr les réactions que tout cela suscitait dans tous les milieux concernés. Ce qu'on remarque également, c'est que de façon très traditionnelle Liu Duanfen s'abstient, de son propre aveu, de charger ses collègues lorsqu'ils se sont révélés trop mous, voire indifférents, dans l'application des nouvelles directives : il tend à monter en épingle leurs qualités plutôt que leurs insuffisances, ou même s'abstient de dire quoi que ce soit quand il n'y a rien de positif à mentionner. On retrouve là un esprit de corps au sein de la bureaucratie locale qui explique en partie pourquoi les autorités centrales et provinciales ont eu tant de mal à faire appliquer les Nouvelles politiques sur le terrain.

Avant de devenir lui-même magistrat Liu Duanfen va encore devoir passer de longs mois comme responsable du « Centre d'apprentissage pour les criminels » (*zuifan xiyisuo* 罪犯習藝所) de Chengdu. Ces centres d'apprentissage, dont la généralisation dans toutes les provinces avait été décidée en 1905 et qui reprenaient un modèle japonais, sont un élément important de la réforme radicale des institutions carcérales et du système des peines entrepris dans le cadre des Nouvelles politiques pour les rapprocher des normes occidentales et contribuer à la respectabilité internationale de la Chine. Il s'agissait en l'occurrence d'enseigner un savoir-faire aux prisonniers afin qu'ils puissent exercer un métier honnête après leur libération, et en même temps de leur faire produire divers articles d'artisanat dont la vente contribuait à financer l'établissement. Lorsque Liu prend en charge le *xiyisuo* de Chengdu, celui-ci est dans un état de complète désorganisation et sa situation financière est aussi peu claire que possible. En quelques mois, nous dit-il, et malgré des oppositions parfois violentes, il réussit à réorganiser l'institution de fond en comble, à doubler le nombre de ses pensionnaires, à accroître son rendement économique et surtout à mettre en place un programme de réhabilitation morale des prisonniers et un système incitatif de récompenses permettant de raccourcir les peines des plus méritants et de faciliter leur réinsertion. Le long passage consacré à cet épisode est d'un intérêt extrême. Le programme de réforme du système carcéral chinois pendant les dernières années des Qing nous était connu en général,

mais Liu Duanfen est le premier (et à notre connaissance le seul) à nous faire littéralement *entrer* dans un de ces nouveaux établissements. Ce qui frappe également dans ses efforts est la combinaison d'arguments et de méthodes empruntés à des auteurs respectables du passé, en matière d'endoctrinement moral en particulier, et d'une « philosophie carcérale » inspirée des théories occidentales les plus avancées en la matière et totalement nouvelle en Chine. Enfin, le témoignage de Liu – tout comme ses observations pendant la tournée d'inspection dont il a été question plus haut, sans parler de ses propres initiatives comme magistrat – suggère que les nouvelles institutions carcérales étaient nettement plus répandues dans les provinces à la veille de la révolution de 1911 qu'on ne le pense généralement. C'est en tout cas manifeste au Sichuan.

Magistrat à Hanzhou et Jintang

Quoi qu'il en soit, ses réalisations au centre d'apprentissage de Chengdu valent à Liu Duanfen d'être nommé à sa première magistrature (à titre d'intérimaire, comme c'était alors presque toujours le cas pour les débutants) en septembre 1909, dans la sous-préfecture supérieure de Hanzhou 漢州, située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de la capitale provinciale sur la route postale conduisant au Shaanxi et de là à Pékin : un poste qui, sans être hautement stratégique, est assez lourd à assumer. Ce que relate, presque au jour le jour, Liu Duanfen de ses activités, aussi bien à Hanzhou que dans la sous-préfecture voisine de Jintang 金堂 où il sera en poste de mars 1911 à la proclamation de l'indépendance du Sichuan, le 27 novembre de la même année, illustre une approche du gouvernement local qui reste on ne peut plus traditionnelle ; mais en même temps il nous montre comment cette approche était obligée de s'adapter à l'émergence progressive des pratiques et des institutions conçues dans le cadre des Nouvelles politiques.

Au Sichuan le modèle à suivre était Chengdu, la capitale provinciale, où résidaient les plus hautes autorités de la province et où les nouveaux programmes étaient prioritaires et bénéficiaient de bons financements. Kristin Stapleton (*Civilizing Chengdu : Chinese Urban Reform, 1895-1937*, 2000) a montré en grand détail comment Chengdu a été résolument engagée sur la voie de la modernité pendant la première décennie du siècle et pourvue d'institutions et d'équipements qui n'en faisaient sans doute pas l'égale de Shanghai, Hong Kong ou, surtout, Tokyo, alors le modèle le plus admiré en Asie orientale, mais qui n'en marquaient pas moins une rupture spectaculaire avec le passé.

Mais comme on le voit chez Liu Duanfen, les choses évoluent beaucoup plus lentement dans le reste du Sichuan, même dans les sous-préfectures dépendant directement de Chengdu comme Hanzhou ou Jintang. Concernant l'administration de la justice, par exemple, et en dépit de la décision prise en 1906 par le trône de créer une hiérarchie indépendante de tribunaux, il est clair que dans les deux circonscriptions où Liu a été magistrat, et très probablement presque partout ailleurs en dehors de Chengdu, rien n'avait vraiment changé au moment de la chute de l'empire. Le *Huan Shu jilüe* décrit une sorte de télescopage entre l'ancien et le nouveau, entre les méthodes administratives qu'on pourrait dire « classiques » (dont une bonne partie aurait pu figurer dans les écrits d'un fonctionnaire du XVIII^e siècle ou du XIX^e d'avant les réformes) et tous ces nouveaux règlements qu'on est tenu d'appliquer et ces nouvelles institutions qu'il s'agit de faire fonctionner. Liu Duanfen n'est pas hostile au changement et il joue le jeu loyalement : il nous explique même qu'il partage ses journées entre ses fonctions traditionnelles (au

cours des audiences matinales) et la mise en œuvre des « nouveaux règlements » que ne cesse de transmettre le gouvernement provincial (l'après-midi).

En bref, tout l'intérêt de son témoignage sur les deux magistratures qu'il a occupées entre la fin 1909 et la fin 1911 tient à la représentation très immédiate, occasionnellement très vivante, qu'il donne de la façon dont les réformes et l'innovation ont été péniblement introduites dans un contexte qui restait encore massivement traditionnel. Ce témoignage est nécessairement limité (il y avait quelque cent quarante sous-préfectures au Sichuan), et le point de vue l'est tout autant, puisque c'est celui d'un magistrat et que son auteur ne parle que d'affaires de magistrat. Mais il est peu probable qu'existent beaucoup d'autres textes montrant ce genre de choses avec la même objectivité et la même précision.

Les réformes et l'innovation, Liu le montre suffisamment, rencontrent beaucoup de résistances de la part de la population, et tout d'abord en raison des nouvelles taxes qui y sont presque toujours associées. Les appliquer est donc une constante négociation, tout spécialement dans les cas où l'observation stricte des nouveaux règlements semble poser plus de problèmes qu'autre chose.

Mais Liu nous donne aussi à voir que les choses avancent malgré tout. Il nous parle par exemple des nouvelles institutions dites d'« autonomie locale » (*difang zizhi* 地方自治) mises en place à partir de 1909, qui visaient à créer des structures composées de notabilités sélectionnées par les magistrats et capables d'assister l'administration régulière dans un certain nombre de tâches purement techniques, loin donc d'une quelconque démocratie locale : les assemblées de sous-préfecture (*xianhui* 縣會), constituées de notables désignés par les communautés, les bureaux d'autonomie locale (*zizhi gongsuo* 自治公所) situés dans les districts du même nom (*zizhi qu* 自治區), et même – une initiative venue de la base, à Jintang – une justice de paix de voisinage qui prive (et en même temps soulage) le magistrat d'une partie de ses tâches judiciaires. Les institutions d'autonomie locale – bien connues depuis les études classiques de Philip A. Kuhn – ont assez souvent tendu à se politiser et à s'approprier un certain nombre de pouvoirs et de programmes excédant nettement les limites très strictes fixées par la loi. Liu montre qu'elles lui causent assez souvent des difficultés, mais il est bien obligé de veiller à leur mise en place conformément au calendrier édicté par le trône. L'un des grands problèmes est la propension des notables à prendre avantage des nouvelles structures pour en extraire des ressources à leur propre profit : tel est typiquement le cas des nouvelles écoles, dont les élèves venaient pour l'essentiel des familles de notables et qui étaient très impopulaires auprès des contribuables ordinaires. Liu arrive à convaincre les notables de Hanzhou engagés dans ce genre d'entreprise de réduire les dépenses et d'exercer leurs nouvelles charges bénévolement, en leur faisant valoir, et avec de bonnes raisons, que la pression fiscale causée par les réformes menace de provoquer une explosion sociale dont ils seront les premières victimes.

Ce problème du financement des nouvelles institutions et des nouveaux bureaux créés par les Nouvelles politiques est omniprésent dans le texte. Tout l'intérêt de celui-ci est qu'il ne se cantonne pas dans les généralités, comme la plupart des sources sur le sujet, et qu'il ne parle pas d'initiatives prises par des responsables provinciaux manipulant des budgets importants, mais bien de problèmes à la petite semaine, de la nécessité d'économiser sur tout, de jongler avec les fonds, voire de faire appel à la générosité des riches, et par-dessus tout de négocier directement avec des contribuables furieux d'avoir à payer pour des institutions qui ne les concernent pas. Il serait trop long d'énumérer toutes ces surtaxes dont parle Liu, qui entretiennent

le mécontentement, suscitent occasionnellement des violences ou se heurtent simplement au refus de payer. Mais il est caractéristique que certaines des institutions qui rencontrent l'hostilité des populations locales sont précisément celles qui devraient avoir le plus grand potentiel de développement : non seulement les écoles modernes – vingt-quatre écoles primaires ont été ouvertes à Hanzhou, et nous savons que Liu fait instituer une surtaxe sur l'enregistrement des contrats afin de financer l'école secondaire qu'il a décidé de créer –, mais également la branche locale du Bureau de développement économique (*quanye fensuo* 勸業分所), supposée encourager le commerce et l'artisanat, qui est, elle, financée par une taxe sur les fourrures de lapin angora (une spécialité de Hanzhou qui alimentait un large marché).

D'autres en revanche semblent avoir rencontré un certain degré d'adhésion. Tel est le cas, de façon intéressante, de la branche locale de l'Association anti-opium (*jiayan fenhui* 戒煙分會) à Hanzhou, qui s'inscrivait dans le programme national de lutte contre l'addiction et d'interdiction progressive de la production et du commerce de l'opium appliqué avec beaucoup d'énergie à partir de 1906. (Le Sichuan était alors la province où l'on produisait et consommait le plus d'opium dans tout l'empire, et tout indique que la campagne d'éradication y a été extrêmement efficace.) Liu s'est occupé très activement de ce centre anti-opium, qui a également ouvert des succursales dans plusieurs localités sur le territoire de la sous-préfecture, et il livre des renseignements très précis, et même chiffrés, sur son fonctionnement et ses méthodes, lesquelles consistaient à soumettre des groupes de toxicomanes à des « stages » médicalisés afin de les guérir. Ces stages sont gratuits, et Liu s'est arrangé pour que l'institution soit directement financée par l'administration, plutôt que d'instituer une surtaxe de plus.

Le texte mentionne d'autres réalisations pour lesquelles il n'a pas non plus eu besoin de faire appel à l'impôt : un centre d'apprentissage de la sériciculture destiné à enseigner la « science séricicole » (*cansang kexue* 蠶桑科學), dont on suppose qu'il était destiné à diffuser les méthodes modernes avec lesquelles le Japon était en train de bousculer la Chine sur le marché international ; et surtout un centre de rééducation des petits délinquants, toujours à Hanzhou, et là encore en réponse à une directive ministérielle. Cet « atelier pour éduquer et nourrir » (*jiaoyang gongchang* 教養工廠), où, plutôt que de simplement les punir, on essayait de resocialiser les vagabonds arrêtés pour chapardage en les faisant travailler pour acquérir un métier et devenir des citoyens productifs et autonomes, est tout à fait typique des efforts d'ingénierie sociale promus par les Nouvelles politiques. Liu avait évidemment acquis une certaine expérience concernant ce type d'institution lorsqu'il avait réorganisé le Centre d'apprentissage de Chengdu dont il a été question plus haut. Les notions modernes de réhabilitation par le travail rencontrent ici la philanthropie traditionnelle : le financement n'est pas administratif mais dépend exclusivement d'une dotation en terres et en argent contributive par des notables locaux. Liu affirme qu'il n'a pas eu de mal à les mobiliser, et l'on est en effet porté à croire qu'ils ne pouvaient que soutenir la mise sur pied d'un établissement qui contribuerait à faire baisser l'insécurité et les atteintes aux biens.

Et puis, il y a la création d'une police moderne, à la fois l'une des grandes innovations et l'une des réussites notables de la période des Nouvelles politiques, au moins dans les grandes villes. L'exemple de Pékin est bien connu, mais au Sichuan c'était Chengdu qui montrait la voie. L'une des bases de la modernisation urbaine à Chengdu avait été la mise en place, dès 1903, d'une force de police professionnelle, organisée à l'occidentale, quadrillant le terrain grâce à un réseau de commissariats

et de postes, bien équipée, bien payée, et donc respectée. Les autorités entendaient que l'expérience soit étendue au reste de la province. L'exemple de Hanzhou et Jintang montre que si certaines initiatives ont été effectivement prises, le processus était à peine entamé au moment de la chute de l'empire, et qu'en fait les anciens groupes de responsabilité mutuelle et les milices locales qu'ils entretenaient – et que la police moderne était précisément supposée remplacer – continuaient d'être une force d'appoint indispensable pour maintenir l'ordre.

Or, si l'on considère le texte de Liu Duanfen, particulièrement le chapitre correspondant à l'année 1911, le maintien de l'ordre était incontestablement le problème numéro un. Le compte rendu des entreprises de modernisation dont il vient d'être question occupe une place relativement limitée dans le texte : la majeure partie des entrées parlent plutôt de problèmes d'ordre public, de banditisme et de pillages, de sociétés secrètes, de conflits entre communautés, d'agitation antifiscale, d'émeutes locales, d'affaires criminelles et, précisément, de l'indiscipline des milices locales.

Ces désordres et ces tensions ne pouvaient que freiner l'application locale des réformes. En outre, si l'autobiographie de Liu Duanfen s'arrête avec l'effondrement des institutions impériales au Sichuan, les sources postérieures montrent que les désordres concomitants à la révolution de 1911 et, plus tard, à la guerre civile et aux rivalités entre seigneurs de la guerre ont considérablement ralenti, voire complètement arrêté, les progrès accomplis au Sichuan dans le cadre des Nouvelles politiques.

Les événements de 1911 au Sichuan

Les événements passablement violents qui ont secoué la province en 1911 ne sont mentionnés que par allusion dans l'autobiographie de Liu Duanfen (pour ses lecteurs il s'agissait de choses bien connues), même si la sous-préfecture de Jintang, où il était alors en fonctions, en a subi directement le contrecoup. C'est ainsi que, le 13 septembre 1911, la ville sous-préfectorale est attaquée par un parti de « bandits » qui ne sont repoussés qu'à grand-peine : de fait, l'une des gloires de Liu Duanfen, célébrée dans les préfaces de l'ouvrage, aura été de réussir à protéger sa ville pendant les semaines suivantes (il chiffre la durée du siège à 71 jours), alors que presque toutes les autres sous-préfectures de la région étaient tombées.

Les « bandits » en question étaient en effet partie prenante d'un mouvement beaucoup plus vaste qui était en train d'engouffrer toute la province. Pour résumer aussi brièvement que possible des événements extrêmement compliqués, en 1904 le gouvernement central avait approuvé la décision de construire, sans aide étrangère, une voie ferrée qui aurait relié Chengdu à Chongqing, la métropole commerciale située plus à l'est, et de là à Hankou, le grand emporium situé sur le cours moyen du Yangzi, où elle se serait branchée à la radiale nord-sud qui devait à terme relier Pékin à Canton. Ce projet très audacieux (la voie devait emprunter les fameuses gorges du Yangzi), et qui n'a dans les faits jamais été réalisé, aurait puissamment contribué à désenclaver le Sichuan à tous les points de vue.

Dès 1907 la compagnie qui gérait le projet était passée du statut de compagnie d'État à celui de compagnie privée (litt. « gérée par les marchands », *shangban* 商辦), et en quelques années elle avait levé auprès du public sichuanais un capital de plus de vingt millions de taels. Les titres étaient détenus par des investisseurs dont une partie n'avait à vrai dire pas eu le choix, puisque leur apport était prélevé sous la forme d'une surtaxe décidée par le gouvernement provincial, calculée au prorata

de la superficie des propriétés foncières à partir d'un certain niveau. Or, en 1911, la Compagnie n'avait pas construit un seul kilomètre de voie ferrée au Sichuan, mais elle avait dépensé beaucoup d'argent en frais généraux, sans parler d'opérations boursières malheureuses. En mai de cette année le gouvernement décide, dans un souci de rationalisation, de prendre le contrôle de la compagnie en la nationalisant (de même d'ailleurs que tous les projets ferroviaires privés dans le reste du pays), et de réaliser lui-même un projet qui semblait enlisé en faisant appel à un consortium de banques étrangères.

C'est à partir de là que l'agitation s'empare de Chengdu, et bientôt du reste de la province. Le gouvernement refuse de rembourser les dépenses et les pertes, alors qu'on espérait profiter de cette manne pour financer des projets de développement au Sichuan, et les actionnaires seront indemnisés avec des bons d'État ne portant pas intérêt, qu'ils considèrent comme autant de chiffons de papier. Lorsque ces termes sont connus, et plus encore les conditions imposées par les banques étrangères sollicitées, une « Ligue des camarades pour la protection du chemin de fer » (*Baolu tongzhi hui* 保路同志會) entreprend de se constituer, et elle va rapidement recruter bien au-delà du cadre des actionnaires de la Compagnie. La « Ligue des camarades » est en cheville à la fois avec l'Assemblée provinciale du Sichuan, avec la Société des aînés et des anciens (*Gelaohui* 哥老會), une société secrète dont le pouvoir occulte s'étendait sur une bonne partie de la société sichuanaise, et avec la Ligue jurée (*Tongmenghui* 同盟會), l'organisation révolutionnaire créée en 1906 par Sun Yat-sen. Ses militants essaient dans toute la province, mettant à profit le réseau des assemblées locales et des écoles modernes pour se livrer à une propagande intense contre les décisions du gouvernement, considérées comme une insulte au Sichuan et à ses habitants et comme de la spoliation pure et simple.

C'est à partir de là que l'autobiographie de Liu Duanfen commence à laisser passer quelques allusions déconnectées à l'engrenage qui s'est enclenché avec l'affaire du chemin de fer : la propagande de la Ligue, la grève des commerçants, la militarisation du conflit lorsqu'émerge une « armée des camarades » (*tongzhi jun* 同志軍) qui semble surtout composée de membres des milices locales et des sociétés secrètes, le changement de régime à Chengdu et la reprise en main par les forces de l'armée moderne du Sichuan (*lujun* 陸軍), et plus tard une mutinerie qui éclate à Chengdu et cause beaucoup de dégâts. Tous ces développements (et d'autres dont il ne parle pas) ont déjà été bien étudiés, mais pour les vivre de l'intérieur il faut se tourner vers un autre document autobiographique, rédigé longtemps après les faits mais dont tout indique qu'il est d'une grande fiabilité.

Son auteur est un certain Zhou Shanpei 周善培 (1875-1958), l'un des promoteurs les plus ardents de la modernisation de Chengdu et du Sichuan pendant la période des Nouvelles politiques. Alors intendant en charge du développement économique (*quanye dao* 勸業道) et personnage influent au sein du gouvernement provincial, Zhou Shanpei avait pris le parti des protestataires dans l'affaire de la nationalisation du chemin de fer et cherchait à faciliter les négociations avec les deux gouverneurs généraux qui se sont succédé pendant les événements, Wang Renwen 王人文 (1863-1939), un intérimaire qui était plutôt favorable aux Sichuanais, et Zhao Erfeng 趙爾豐, le titulaire arrivé en poste en août 1911, qui, lui, avait pour mission expresse de faire cesser la contestation. Le texte de Zhou, intitulé *Xinhai Sichuan zhenglu qinli ji* 辛亥四川爭路親歷記 (Mon expérience personnelle de la lutte pour le chemin de fer au Sichuan en 1911), a été rédigé alors qu'il avait atteint l'âge de 80 ans et publié

en 1957. Plus qu'un plaidoyer *pro domo* (ce qu'il est aussi), c'est un compte rendu au jour le jour, voire heure par heure, de ces quelques mois survoltés au cours desquels les assemblées générales d'actionnaires se succèdent au rythme des provocations du gouvernement, lesquelles finissent par déclencher une grève générale des commerces à Chengdu. Les dirigeants de la Compagnie du chemin de fer et ceux de l'Assemblée provinciale, convoqués par le gouverneur général, ayant été jetés en prison, la troupe ouvre le feu contre une manifestation pacifique de pétitionnaires qui demandait leur libération, faisant plusieurs morts, après quoi Chengdu se retrouve assiégée par les forces de l'opposition et coupée de l'extérieur pendant plus de deux semaines, cependant que les combats entre les forces loyalistes et l'« armée des camarades » gagnent toute la province. Zhao Erfeng, qui sait qu'il a été censuré par certains collègues bien en cour, lâche du lest et finalement – parce que les désordres ne cessent pas et parce qu'on a appris que la province voisine du Hubei, bientôt suivie par d'autres, s'est soulevée et a proclamé son indépendance – jette l'éponge et remet ses pouvoirs à l'assemblée provinciale. C'est en apprenant cela que Liu Duanfen décide lui aussi d'abandonner ses fonctions à Jintang.

Quelques jours après la proclamation de l'indépendance du Sichuan, Chengdu est dévastée par la mutinerie déjà mentionnée, qui obligera d'ailleurs Zhou Shanpei à fuir la ville. Or, les mutins – qui n'appartenaient pas à l'Armée moderne mais aux forces provinciales traditionnelles – semblent s'être particulièrement acharnés sur tout ce qui symbolisait la modernisation de Chengdu et donc les Nouvelles politiques : les beaux quartiers récemment aménagés, les nouveaux équipements urbains, les nouvelles rues commerçantes imitées du Japon, etc. De même, dans le reste de la province, les rebelles de l'« armée des camarades » s'attaquent volontiers aux symboles honnis des réformes récentes : les écoles, les bureaux fiscaux, les prisons, les postes de police... Ces réformes étaient, on l'a vu, très impopulaires auprès de tous ceux qui devaient les financer mais n'en tiraient aucun avantage. Le paradoxe des Nouvelles politiques, c'est qu'elles ont créé des institutions qui ont pu servir de conduit aux idées nouvelles et encourager l'opposition au régime, jusqu'à le faire tomber, et qu'en même temps ces institutions ont souvent cristallisé la colère populaire.

Un autre point rapidement mentionné par Liu Duanfen, mais que Zhou Shanpei décrit en détail, s'est le *coming out* de la Société des aînés et des anciens (la Gelaohui) dès le lendemain de l'indépendance. La Gelaohui, avec ses loges et ses réseaux, tirait beaucoup de ficelles au Sichuan, comme ailleurs, et depuis longtemps. Mais à présent les « grands frères en robe » (*paoge* 袍哥), comme étaient appelés ses chefs et ses militants, sont partout, ils recrutent ouvertement, prétendent tout contrôler et « protéger » tout le monde et cherchent à s'insinuer dans le nouveau gouvernement. L'alliance historique entre les sociétés secrètes et le parti révolutionnaire de Sun Yat-sen est un des grands thèmes de la Révolution de 1911. Les sociétés secrètes tiraient leur légitimité politique de leur tradition d'opposition à la dynastie des Qing, supposée remonter à la conquête mandchoue au XVII^e siècle, et de leur participation active aux combats en 1911. Dans les années suivantes les nouveaux chefs provinciaux désignés par la république auront le plus grand mal à se débarrasser de leur emprise.

L'autobiographie de Li Yizhi

Les mêmes éléments se retrouvent dans la province du Shaanxi, au nord-est du Sichuan, à laquelle nous avons consacré la fin de notre propos. Le Shaanxi peut être comparé au Sichuan à plusieurs égards : l'excentrement, la difficulté des

communications avec la Chine de l'intérieur, et de ce fait une sorte de complexe d'enclavement, non seulement économique mais aussi intellectuel – les grandes villes de la côte où se construit la Chine de demain sont loin. Mais à d'autres égards c'est une province très différente, pauvre, constamment menacée par la famine, et à la fin des Qing nettement moins avancée que le Sichuan sur le chemin de la modernisation.

Nous avons beaucoup parlé du Shaanxi et de Li Yizhi lors de nos cours des années 2005-2008 sur le thème « Ingénieurs, philanthropes et seigneurs de la guerre à l'époque républicaine » ; mais il s'agissait précisément de l'époque républicaine (la période 1911-1935, pour être précis), pendant laquelle Li Yizhi a accompli la carrière d'ingénieur hydraulicien qui l'a rendu célèbre. Son autobiographie ne parle pas de cela : elle raconte ses années d'enfance et de jeunesse et s'arrête en 1911, alors qu'après avoir passé deux ans en Allemagne comme étudiant il se trouve sur le bateau où il a acheté son passage pour rentrer en Chine dès que la nouvelle de la révolution a été connue. (Le texte, au début duquel Li Yizhi dit qu'il l'a entrepris pour s'analyser, pour savoir qui il est, quel sens a sa vie, et en fin de compte *ce qu'il vaut*, semble avoir été interrompu au milieu d'un développement, et il n'a jamais été repris.)

L'autobiographie de Li Yizhi est donc un document totalement différent du fragment d'autobiographie professionnelle de Liu Duanfen. S'il fallait chercher un parallèle, ce serait peut-être dans les souvenirs d'enfance de Guo Moruo 郭沫若 (1892-1978), le célèbre homme de lettres, érudit et thuriféraire de Mao Zedong natif de Jiading 嘉定, au Sichuan, qui couvrent une période assez comparable (et dont il existe une excellente traduction française par Pierre Ryckmans) : même liberté de ton, même humour, même propension à analyser ses sentiments avec beaucoup de franchise, et même précision dans la description des gens et des lieux. Outre la masse de renseignements intéressants qu'elle contient, l'autobiographie de Li Yizhi est un texte vivant et attachant, rédigé dans une langue parlée familière, et parfois assez drôle. Elle laisse l'impression d'une personnalité jalousement indépendante, plutôt renfermée, voire portée à l'introspection (ce que suggère le titre, « confessions »), mais révélant une sensibilité quasi romantique dans un petit nombre d'occasions et ne dédaignant pas la compagnie et les distractions. Li Yizhi est infiniment curieux des gens et des choses, il absorbe tout et ne néglige aucune occasion d'acquérir de nouvelles connaissances, et il est manifestement très marqué par l'éducation à la fois confucéenne et progressiste qu'il a reçue pendant ses premières années.

Comme la plupart des auteurs d'autobiographies, Li Yizhi commence par évoquer ses origines, le village dans lequel il est né, et la façon dont certains événements dramatiques antérieurs à sa naissance ont affecté sa famille : la grande famine de Chine du Nord entre 1876 et 1878, et avant cela la guerre civile entre Chinois Han et Chinois musulmans qui a ensanglanté la région dans les années 1860. Sa petite enfance a baigné dans les récits de ces terribles aventures que lui faisait sa grand-mère, une paysanne illettrée mais d'une énergie indomptable qui avait tout fait et tout enduré pour que ses deux fils puissent étudier. L'oncle de Li Yizhi, Li Zhongte 李仲特, et son père Li Tongxuan 李桐軒 réussirent effectivement à passer le premier degré des examens mandarinaux, si bien que Li Yizhi va grandir dans un milieu de paysans à peine sortis de la misère et de petits lettrés venus de rien, survivant comme maîtres d'école mais bien décidés à former la génération suivante – Li Yizhi et son frère aîné – pour qu'elle réussisse à son tour.

Mais les temps sont en train de changer. Ces années d'enfance, puis d'adolescence de Li Yizhi nous donnent à voir la façon dont un environnement culturel totalement traditionnel, et de surcroît dans une région isolée et passablement déshéritée, se

transforme subtilement grâce à la curiosité de modestes intellectuels avides d'apprendre autre chose que les savoirs académiques qu'on leur a inculqués et qu'il leur faut inculquer à leur tour à leurs fils s'ils veulent qu'ils passent les examens. En tant qu'étudiants confucéens (ou « bacheliers »), l'oncle et le père sont tenus de continuer à s'entraîner au style très particulier des dissertations d'examen s'ils veulent conserver leur statut en passant les tests périodiques à la préfecture voisine, voire tenter leur chance à l'examen provincial, le plus compétitif de tous. Mais l'oncle surtout s'en impatient et ne s'intéresse qu'aux techniques (*yishu* 藝術), auxquelles il s'initie en autodidacte en partant des mathématiques chinoises et des *Éléments* d'Euclide (accessibles en chinois depuis le XVII^e siècle). Un peu plus tard, à mesure qu'ils arrivent à mettre la main sur les livres indispensables, Li Zhongte et son frère passeront aux problèmes et aux notations des mathématiques occidentales. Et les mathématiques vont bientôt devenir une spécialité de toute la maisonnée.

Ce rôle des mathématiques comme planche de salut pour s'extraire d'un environnement littéraire étouffant se retrouve chez d'autres personnages appartenant au même milieu dans le Shaanxi de la fin des Qing. Et aussi bien, dans les années 1880 et 1890 les disciplines scientifiques sont dans l'air, elles commencent à s'enseigner dans les écoles modernisées, et aux yeux de certains directeurs provinciaux des études d'inclination progressiste les sciences sont un sujet important qu'ils commencent à introduire subrepticement dans le *curriculum*.

Mais il y a aussi les applications pratiques des mathématiques. L'oncle et le père de Li Yizhi, qui commencent à jouir d'une certaine réputation pour leurs connaissances scientifiques, sont convoqués pour aller travailler dans un bureau de cartographie nouvellement créé par le gouvernement provincial et chargé de faire des relevés sur le terrain. L'oncle est un peu plus tard recommandé pour aller se perfectionner à Pékin, et peu après il sera invité à rejoindre comme conseiller technique le cabinet du directeur des études du Zhejiang, à l'autre bout de la Chine. Il en revient au bout de deux ans avec des malles bourrées de livres, en particulier des traductions publiées par l' Arsenal du Jiangnan, historiquement l'un des premiers centres de diffusion du « savoir occidental ». Tous les parents et amis se précipitent pour venir les lire. Ce qui frappe dans les souvenirs d'adolescence de Li Yizhi (nous sommes à l'extrême fin du XIX^e siècle), c'est l'avidité avec laquelle lui et les siens découvrent des nouveautés qui sont depuis longtemps des banalités dans les grandes villes de la côte, voire de l'intérieur.

Ce savoir qui paraît encore tellement exotique dans les villages et même les villes du Shaanxi y pénètre par des voies diverses. Il y a les livres de l'oncle Zhongte, mais le père de Li Yizhi a aussi réussi à se procurer un exemplaire d'une encyclopédie de traductions d'ouvrages européens portant sur une douzaine de disciplines modernes (dont l'histoire), parue en 1888 et republiée en 1895, et qui a eu beaucoup d'impact en Chine, le *Xixue dacheng* 西學大成 (Panorama complet du savoir occidental). Il le scrute jour après jour, nous dit Li Yizhi, avant d'en enseigner le contenu à ses fils, et il fera de même avec un traité d'astronomie que lui a donné un missionnaire suédois lors d'une visite à la préfecture voisine de Tongzhou (c'est le premier Européen que Li Yizhi rencontre de sa vie). Li Yizhi mentionne encore d'autres ouvrages du même genre, et c'est un fait que la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e ont été l'âge d'or de la diffusion des connaissances occidentales en Chine sous forme de magazines, d'encyclopédies, de dictionnaires, de compilations et de traductions (cf. Rudolf Wagner et Milena Doleželova-Velingerova, *Chinese Encyclopedias of New Global Knowledge (1870-1930) : Changing Ways of Thought*, 2014).

Cette « science nouvelle » (*xinxue* 新學), Li Yizhi et son frère l'absorbent donc en même temps que les exercices plus traditionnels menant aux examens. Le paradoxe est que leur double succès – ils passent en tête l'examen du « baccalauréat » en 1898 à Tongzhou ; Li Yizhi a alors 16 ans – est dû à la familiarité qu'ils ont acquise à la maison avec les mathématiques et l'histoire occidentales, matières dont à peu près personne en dehors d'eux n'avait entendu parler. L'examen était présidé par un de ces directeurs provinciaux des études inclinés vers la nouveauté auxquels nous faisons allusion, un certain Ye Bogao 葉伯皋. Il était originaire du Zhejiang, l'une des provinces de la côte Est qui, vues du Shaanxi, étaient comme un eldorado de modernité, et en sus des épreuves habituelles il avait proposé des questions portant sur des sujets « modernes », semant la panique chez tous les candidats sauf les frères Li.

Ces derniers, dont la réputation comme mathématiciens commence à se répandre, reçoivent une bourse pour poursuivre leurs études dans une académie censément progressiste, récemment établie dans la sous-préfecture voisine de Jingyang, l'Académie Chongshi 崇實書院 (« pour révéler le concret »). Les quelque temps que Li Yizhi va y passer, avec une interruption au moment des événements de 1900 car sa grand-mère lui a ordonné de revenir à la maison pour sa sécurité, sont intéressants car ils nous révèlent en grand détail non seulement la vie quotidienne des étudiants et les conditions matérielles plus qu'austères qu'ils devaient endurer, mais aussi les limites de cet enseignement « modernisé ». L'Académie Chongshi enseigne un peu d'anglais et de mathématiques, mais Li Yizhi nous explique que le professeur d'anglais a passé la moitié de l'année à enseigner l'alphabet latin et le b.a.-ba et que les mathématiques sont d'un niveau bien inférieur à ce qu'il connaissait déjà : il estime qu'il y a perdu son temps.

Quoi qu'il en soit, les pages que Li Yizhi consacre à ses études au Shaanxi suggèrent dans les années qui suivent – jusqu'à l'abolition des examens en 1905 – une sorte de lutte entre la tradition et la modernité au sein du système éducatif local. Les directeurs provinciaux des études sont plutôt favorables aux nouveaux savoirs, même pendant la courte période de réaction qui suit le coup d'État de 1898, mais il y a beaucoup de résistances, et la situation est en fait très mouvante. L'Académie Chongshi avait été créée par scission d'une académie nommée « Académie pour savourer les Classiques » (Weijing shuyuan 味經書院), où d'après Li Yizhi on ne faisait qu'encourager les vieilles habitudes et la pratique du style des examens. La réalité semble avoir été plus complexe qu'une simple opposition entre les anciens et les modernes. L'Académie Weijing avait été fondée en 1873 avec l'ambition d'y enseigner les études concrètes, précisément, ainsi que les techniques traditionnelles de gouvernement, par opposition au bachotage pour les examens ; par la suite elle s'était tournée vers les mathématiques et les techniques, puis à la fin des années 1890 vers le réformisme le plus radical et l'apprentissage des savoirs occidentaux, toutes choses qu'elle contribuait à diffuser grâce à son imprimerie. C'est d'ailleurs cette imprimerie (le Qiyouyou zhai shoushu chu 求友齋售書處) qui a fait paraître la première édition en ouvrage de la célèbre traduction d'*Evolution and Ethics* de Thomas Huxley publiée par Yan Fu 嚴復 (1853-1921) sous le titre *Tianyan lun* 天演論 (L'évolution naturelle). Cette traduction, qui était plutôt une adaptation tirant Huxley dans le sens du darwinisme social de Spencer, a eu un retentissement énorme en Chine. Li Yizhi lira un peu plus tard le *Tianwen lun* dans un état de grande exaltation.

L'Académie Weijing était donc loin d'être un repaire de réactionnaires, à tel point qu'elle a été à un moment considérée comme le centre du mouvement réformiste au

Shaanxi. Mais apparemment son rayonnement se limitait au « bassin » académique centré sur Xi'an, auquel Li Yizhi et les siens n'avaient pas accès avant son entrée à l'Académie Chongshi en 1899, et le retour de flamme après le coup d'État de 1898 semble avoir été assez brutal : nous savons en tout cas que le directeur de l'Académie Weijing, un lettré progressiste prestigieux nommé Liu Guyu 劉古愚 (ou Liu Guangfen 光贇) (1843-1903), a jugé plus sûr d'aller se mettre au vert. L'Académie Chongshi a probablement été touchée de la même manière par le retour à l'ordre, c'est-à-dire à l'enseignement traditionnel lié aux examens. Or, Li Yizhi supporte de plus en plus mal les disciplines académiques traditionnelles et les études classiques qui continuent d'occuper les étudiants pendant une grande partie de leur temps, même après que les académies de Jingyang ont été fondues au sein d'une « école moderne supérieure » (*gaodeng xuetaang* 高等學堂), conformément au système instauré par les Nouvelles politiques, où sont enseignées quelques disciplines modernes, confiées pour partie à deux professeurs japonais dont tout indique qu'ils n'étaient pas très forts. Il s'autorise de fréquentes absences, mais le directeur des études, qui le tient en haute estime, réussit à chaque fois à le faire revenir, et au bout du compte le désigne pour faire partie de la douzaine d'étudiants du Shaanxi envoyés en 1904 à Pékin se présenter à l'examen d'entrée au Collège impérial métropolitain (*Jingshi daxue tang* 京師大學堂), la future Université de Pékin.

Les cinq années que Li Yizhi a passées à Pékin fourmillent d'informations originales non seulement sur la vie au Collège impérial, sur les enseignants (dont le niveau est sans commune mesure avec ce qu'il a connu au Shaanxi), les distractions, la politique, etc., mais aussi sur l'environnement physique de la capitale, sur l'ambiance tendue qui y régnait pendant ces années, sur l'impact d'événements majeurs comme la guerre russo-japonaise, et beaucoup d'autres choses encore. Au moment où il quitte le Collège impérial avec le titre vénérable de licencié (*juven*), Li Yizhi nous dit qu'il a étudié l'allemand, la physique, la chimie, l'analyse quantitative, la géologie, la minéralogie, la pétrographie, la géométrie, l'algèbre, la géométrie analytique, le calcul infinitésimal, le dessin, et un peu d'anglais.

Il retourne brièvement au pays natal en 1909, où il a beaucoup à nous raconter sur le progrès des idées radicales parmi l'intelligentsia locale et sur l'implantation de la Ligue jurée de Sun Yat-sen, à laquelle son père et son oncle ont adhéré. Tout de suite après il part pour l'Allemagne faire des études d'ingénieur avec une bourse que lui a décernée le comité constitué pour construire une voie ferrée entre Xi'an et Tongguan : le projet – désenclaver la région – était très proche de celui de la Compagnie ferroviaire du Sichuan, quoique moins ambitieux sur le plan technique, et il a lui aussi tourné court. Nous n'avons pu nous attarder sur ces années d'études à Berlin et à Francfort, malgré l'intérêt extrême que leur confère la narration à la fois très vivante et très libre de ton de Li Yizhi, car elles nous éloignaient par trop des provinces chinoises sous les Nouvelles politiques. Mais il s'agit, là encore, d'une contribution autobiographique importante à un état des lieux de la société chinoise au moment où le régime impérial a sombré.

Séminaire

Le séminaire a pris la forme d'un colloque qui s'est tenu les 22 et 23 mai 2014 sur le thème « Le Code pénal et la justice au quotidien dans la Chine des Ming et des Qing » / « Penal Code and Everyday Justice in Ming and Qing China ». Il était organisé en collaboration avec M. Jérôme Bourgon, directeur de recherches au

CNRS et responsable du programme ANR « Régir l'espace chinois » / « Legalizing Space in China », dont une semaine d'atelier précédait le séminaire.

L'objectif était de rassembler des exemples significatifs de la façon dont la justice était dispensée par l'administration et vécue par les justiciables sur le terrain à la fin de la période impériale. Il s'agissait également d'examiner les efforts des juges (ou de certains d'entre eux) pour prendre en compte les circonstances de la vie sociale réelle tout en se référant à un droit codifié, structuré autour de catégories essentiellement pénales.

Les communications suivantes, dont la plupart s'accompagnaient de la présentation et parfois de la lecture de sources, ont été proposées :

Jérôme Bourgon (CNRS/ENS de Lyon), « Everyday Justice and Prison in Late Qing Beijing, Based on the Statistics of the *Fabu* ».

Thomas M. Buoye (université de Tulsa), « The Essential Inequities of Everyday Justice in Qing China ».

Frédéric Constant (université Paris 10-Nanterre), « Punishment vs. Civil Remedies in Homicide Cases: A Glimpse into Chinese Law and Magistrates' Views ».

Maura Dykstra (université de Californie, Los Angeles), « Judgment, Punishment, and Court Initiative in the Qing *Ba xian* Legal Archives: A Study of 116 Commercial Cases ».

Luca Gabbiani (École française d'Extrême-Orient), « 'Of Frauds and Men': Aspects of the Real Estate Market in Qing-era Beijing as Depicted in the Central Judicial Archives ».

Matsubara Kentarô (université de Tokyo), « Local Social Change and State Formation: The Role of the Legal Process in Matters of Land and Credit ».

Pierre-Emmanuel Roux (Ruhr-Universität Bochum), « Everyday Justice and Clandestine Catholics in Mid-Qing China ».

Wang Zhiqiang (université Fudan, Shanghai), « Taxonomic Analysis versus Individualized Justice: Applying the Law in Daily Criminal Justice in the Qing ».

Pierre-Étienne Will (Collège de France), « Everyday Justice as Seen in Qing First-Person Casebooks ».

Zhang Ning (université de Genève), « Between 'Minor Affairs' and 'Crimes': Homosexual Acts in Qing Legal Theory and Practice ».

Zhang Xiaoye (Zhongguo Zhengfa daxue) « Penalty and Daily Life in Hubei Local Society in the Late-Ming Period: A Study of the *Xueyuan lu* 雪冤錄 in the Hanchuan Huang genealogy ».

PUBLICATIONS

WILL P.-É., « From Archive to Handbook: Anthologies of Administrative Documents in the Qing », dans CHEN Hsi-Yuan 陳熙遠 (éd.), *Fuan de lishi : dang'an kaojue yu Qingshi yanjiu* 覆案的歷史——檔案考掘與清史研究 / *Exploring the Archives and Rethinking Qing Studies*, Taipei, Academia Sinica, vol. 1, 2013, 145-188.

WILL P.-É., « Bourdieu, l'État et l'expérience chinoise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 201-202, n° 1, avril 2014, 87-97, DOI : 10.3917/arss.201.0087.

WILL P.-É., « Zhizheng yu xunmin : 19 shiji pandu wenji zhong de jige lizi » 止爭與訓民——19世紀判牘文集的幾個例子 (Règlement des conflits et éducation du peuple : quelques exemples tirés de recueils de jugement au XIX^e siècle), *Faguo Hanxue* 16, 2014, 67-81.